



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant modification des conditions de fonctionnement de l'installation
de construction de véhicules automobiles exploitée par la société SOVAB
sur le territoire de la commune de BATILLY**

N° 2025-0175
AIOT 0006200037

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié par arrêtés préfectoraux 2015-0333 du 7 août 2015, 2015-0265 du 6 octobre 2015 et 2017-1961 du 21 novembre 2017 autorisant la société SOVAB à exploiter une installation de construction de véhicules automobiles sur le territoire de la commune de BATILLY ;

Vu le rapport de base établi par IDEA Groupe Gengis transmis le 6 avril 2022 ;

Vu le dossier de réexamen établi par Bureau Veritas transmis le 6 avril 2022 et complété les 17 avril 2023, 27 juin 2024 et 9 septembre 2024 ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à la suppression de la chaudière à gaz n°3 d'une puissance de 9,44 MW du bâtiment W10 en date du 5 novembre 2024 et le rapport de l'inspection référencé AT/IA/2024-2548 du 3 janvier 2025 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé CM/IA/2024_2663 en date du 24 avril 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 12 mai 2025 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé CM/IA/2025_0493 en date du 8 juillet 2025 ;

Considérant la rubrique 3670, rubrique associée à l'activité principale des activités et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques avec cette rubrique principale ;

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020 ;

Considérant que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assorties les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du Code de l'Environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant qu'au titre du R.512-28 du Code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'une installation visée au L.511-1 du Code de l'environnement soumise à autorisation doivent tenir compte de l'efficacité des MTD décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Considérant qu'il est nécessaire de revoir et compléter les prescriptions applicables à l'installation afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R. 515-60 du Code de l'environnement et en particulier :

- mise à jour des valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques, des émissions de composés organiques volatiles, des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration ;
- mise à jour des modalités de surveillance des émissions atmosphériques et d'autosurveillance des eaux résiduaires et pluviales ;
- ajout de prescriptions relatives aux consommations spécifiques d'énergie et d'eau ;
- mise à jour des modalités d'autosurveillance des émissions atmosphériques.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 3.2.2 – Conduits et installations raccordés

Code cheminée	Bâtiment	Désignation (Code conduit)	Combustible	Observations
Atelier Cataphorèse				
5/b	C	sortie incinérateur étuve 1 (11)	gaz + solvant	Mesure au niveau conduit commun 91
12/b1	C	sortie incinérateur étuve 2 (14)	gaz + solvant	
5/c	C	Sortie récupérateur incinérateur Cata (90)	gaz + solvant	
Atelier cuisson des apprêts				
14/i2	C	sortie incinérateur apprêts 1 (30)	gaz + solvant	Mesure au niveau conduit commun 92
9a/h	C	sortie incinérateur apprêts 2 et laque 1 (32)	gaz + solvant	

Atelier étuve laque 1				
15/i2	C	sortie incinérateur (45)	gaz + solvant	/
Atelier pyrolyse				
5/b1	C2	sortie four ATI (66)	gaz naturel	/
Atelier chaufferie				
78b	W10	extraction chaudière n°1 (78b)	Gaz naturel	/
79	W10	extraction chaudière n°2 (79)	gaz naturel	Chaudière de secours
Cheminées réglementées au titre des émissions de COV par réalisation de mesures en sortie de conduit				
V8	C	Cabines apprêts et laques 2	/	/
6/i	C	Application étape 7	/	/
6/h	C	Application étape 8	/	/
9a/i	C	Application étape 3	/	/
12a/i	C	Application étape 1	/	/
14/i1	C	Rideau entrée étuve apprêts	/	/
11/i	C	Application étape 2	/	/
6a /i	C	Application étape 6	/	/
8a/i1	C	Sas de tension	/	/
14/b2	C	Étuve vers incinérateur et vide vite	/	/
26	C	Sortie incinérateur mastic et laques 2	gaz + solvant	Sortie commune avec l'extraction laque 2
14/b1	C	Hotte de sortie	/	/
10/b	C	Application de mastic	/	/
15/i1	C	Hotte de sortie	/	/
7a/i	C	Application étape 5	/	/
8/b	C	Entrée étuve mastic	/	/
12/b	C	Application mastic 5	/	/
12a/b	C	Application mastic 6	/	/
11/b2	C	Application mastic 2	/	/
14/i	C	Egrenage laques 1	/	/

Un inventaire de l'ensemble des émissaires figure en annexe au présent arrêté. Cet inventaire, tenu à jour par l'exploitant et mis à jour à chaque modification des installations, est tenu à la disposition des l'inspection des installations classées. »

Article 2 :

L'article 3-2-3 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit

« Article 3.2.3 – Conditions générales de rejet

Les conduits suivants devront faire l'objet d'un suivi régulier de leurs rejets, tels que fixés à l'article 3.2.4 :
Le plan des conduits et leur situation sur le site est joint en annexe 3.

	Désignation	Hauteur en m / sol	Débit mesuré (m³/h)*	Vitesse mini d'éjection en m/s
Atelier Cataphorèse (Bâtiment C)				
5/b	Sorties incinérateurs cataphorèse étuve 1	25,3	1443	5
12/b1	Sorties incinérateurs cataphorèse étuve 2	24,3	9616	8
5/c	Sortie récupérateur incinérateur Cata (90)	26,3	/	8
Atelier cuisson des apprêts (Bâtiment C)				
14/i2	Incinérateur apprêts	21,8	6100	8
9a/h	Incinérateur apprêts + laques 1	20,8	9641	8
Atelier étuve laque 1 (Bâtiment C)				
15/i2	Incinérateur laques 1	21,8	5015	8

Atelier pyrolyse (Bâtiment C)				
5/b1	Sortie four pyrolyse	22,8	/	8
Atelier chaufferie (bâtiment W10)				
rejet des conduits n° 78b	Chaufferie W10 : chaudière n°1	22	8389	5
rejet des conduits n° 79	Chaufferie W10 : chaudière n°2	22	8396	5
Cheminées réglementées au titre des émissions de COV par réalisation de mesures en sortie de conduit				
V8	Cabines apprêts et laques 2	25,4	423853	8
6/i	Application étape 7	20,3	52068	8
6/h	Application étape 8	20,3	136969	8
9a/i	Application étape 3	20,3	152000	8
12a/i	Application étape 1	20,3	95350	8
14/i1	Rideau entrée étuve apprêts	21,8	12000	8
11/i	Application étape 2	20,3	145200	8
6a /i	Application étape 6	20,3	59562	8
8a/i1	Sas de tension	20,3	23600	8
14/b2	Étuve vers incinérateur et vide vite	24,8	/	/
26	Sortie incinérateur mastic et laques 2	27	20681	8
14/b1	Hotte de sortie	24,8	18126	8
10/b	Application de mastic	24,8	22389	8
15/i1	Hotte de sortie	21,8	10130	8
7a/i	Application étape 5	20,3	147000	8
8/b	Entrée étuve mastic	24,8	17931	8
12a/b	Application mastic 5	24,8	16800	8
11/b2	Application mastic 6	24,8	19641	8
14/i	Application mastic 2	24,8	19993	8

(*) : valeur indicative sur la base des mesures réalisées par l'exploitant ».

Article 3:

L'article 3-2-4 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 3.2.4 – Valeurs limites **d'émissions** dans les rejets atmosphériques

3.2.4.1- Valeurs limites pour les émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes :

Valeurs limites d'émissions en mg/Nm ³ (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)	Conduits n°78b et 79 (W10 chaufferie)	Conduits n° 2, 3, 4 et 5 (extraction TTS)	Conduits n° 91, 26 (Sortie incinérateur : Cataphorèse Sortie récup inciné Cata Mastic)	Conduits n° 45, 92 (Sortie incinérateurs : Laques 1 Apprêts)	Conduit n° 66 (Four ATI)
Poussières	3	3	3	3	3
SO ₂	35	/	/	/	50
NOx en équivalent NO ₂	100	100	100	150 130 (laques 1 apprêts)	100
CO	100	/	100	100	100
Acidité totale (exprimée en H+)	/	0,5	/	/	/
HF (exprimé en F)	/	2	/	/	/
Alcalins (exprimés en OH ⁻)	/	10	/	/	/
COV (en équivalent méthane)	/	/	/	/	50
COVT (exprimé en carbone total)	/	/	20	20	/

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux chaudières de secours destinées uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale en cas de défaillance ou non-fonctionnement pour maintenance de celle-ci. Les périodes de fonctionnement des chaudières de secours seront comptabilisées et l'information sera communiquée chaque année à l'inspection des installations classées.

3.2.4.2- Émissions totales de COV pour le revêtement de camionnettes

La valeur limite d'émission totale **annuelle** de solvants rapportée à la production effective de caisses cataphorésées exprimée en grammes de solvant par mètre carré de surface revêtue est fixée à **40 g/m²**.

La surface cataphorésée correspondra à la somme des surfaces cataphorésées des caisses, hors surfaces des pièces détachées cataphorésées. Les quantités maximales de COV en provenance de la cataphorèse pour ces pièces détachées (encadrement de portes) sont limitées à 15 kg/an.

La surface revêtue est définie comme suit : la surface de l'aire calculée sur la base de la surface de revêtement électrophorétique totale et de l'aire de toutes les parties éventuellement ajoutées lors d'étapes successives du traitement qui reçoivent le même revêtement que celui utilisé pour le produit en question, ou l'aire totale du produit traité dans l'installation.

L'aire de la surface électrophorétique est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$\frac{2 \times \text{poids total de la coque}}{\text{Épaisseur moyenne de la tôle} \times \text{densité de la tôle}}$$

Cette méthode est appliquée également pour d'autres parties en tôle.

La conception assistée par ordinateur ou d'autres méthodes équivalentes peuvent être utilisées pour le calcul de l'aire des autres parties ajoutées ou de l'aire totale traitée dans l'installation.

La valeur limite d'émission totale se rapporte à toutes les étapes des opérations qui se déroulent dans la même installation, de l'application par électrophorèse ou par tout autre procédé de revêtement jusqu'au polissage de la couche de finition, ainsi qu'aux solvants utilisés pour le nettoyage du matériel, y compris la zone de pulvérisation et autres équipements fixes, tant pendant la durée de production qu'en dehors de celle-ci. »

Article 4:

L'article 3-2-5 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit

« Article 3.2.5 – Émissions de composés organiques volatils

3.2.5.1- Suivi bilan COV et plan de gestion des solvants

L'exploitant suit annuellement ses émissions de COV à travers la documentation d'un bilan mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant définit dans un plan de gestion des solvants des actions de réduction des émissions de COV issues de l'activité peinture. Ce plan de gestion est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars de l'année n+1 (pour les données de l'année n).

3.2.5.2- Gestion des COV particuliers

Au jour de notification du présent arrêté, l'exploitant n'utilise pas de produits contenant des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ou contenant des substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68.

En cas d'évolution des réglementations en la matière, la société SOVAB sera tenue de réaliser une étude de substitution sous un délai d'un an. »

Article 5 :

L'article 4-3-9 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit

« Article 4.3.9 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites définies ci-dessous.

Rejet vers le milieu récepteur N° 1 (Physico-chimique) (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Débit de référence : Maximum journalier : 650 m³ – Moyen mensuel : 450 m³/j

Paramètre	Valeur limite d'émission (mg/l) (q = moyenne quotidienne m = moyenne mensuelle h = moyenne hebdomadaire)
pH	Entre 6,5 et 8,5
Température	30 °C
DCO	100 (q)
DBO5	25
MEST total	30 (q)
AOX	0,4
Hydrocarbures totaux	5
Zinc et composés (en Zn)	0,5 (h)
Fer et composés (en Fe)	5 (h)
Plomb et composés (en Pb)	0,1 (h)
Nickel et composés (en Ni)	0,2 (h)
Manganèse et composés (en Mn)	1
Chrome (Cr)	0,1 (h)
Cadmium (Cd)	0,03 (m)
Cuivre (Cu)	0,15 (m)
Nitrites	4
Azote global (en N)	27
Phosphore total (en P)	7 (h)
Fluor et ses composés (en F)	15 (h)

Débit de référence : Maximum journalier : 450 m³

Paramètre	Valeur limite d'émission(mg/l) (q = moyenne quotidienne m = moyenne mensuelle h = moyenne hebdomadaire)
pH	Entre 6,5 et 8,5
température	30 °C
DCO	100 (q)
DBO5	22
MEST total	30 (q)
AOX	0,4
Hydrocarbures totaux	5
Zinc et composés (en Zn)	0,5 (h)
Fer et composés (en Fe)	5
Plomb et composés (en Pb)	0,5
Nickel et composés (en Ni)	0,2 (h)
Manganèse et composés (en Mn)	1
Chrome (Cr)	0,1 (h)
Fluor	15 (h)
Nitrites	1
Azote global (en N)	30
Phosphore total (en P)	10
Xylène	1

Article 6 :

L'article 9-2-1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 9.2.1 – Surveillance des émissions atmosphériques

Auto surveillance des émissions en COV

Conformément à l'article 3.2.5, l'exploitant établit un plan de gestion des solvants, selon la fréquence :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV	Plan de gestion des solvants	Annuelle

Surveillance des gaz résiduels

L'exploitant fait effectuer, par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou accrédité COFRAC, une mesure annuelle des rejets définis à l'article 3.2.5 du présent arrêté. Ces mesures sont complétées par une mesure des vitesses d'éjection, ainsi qu'une mesure des rendements des installations d'incinération.

L'exploitant réalise la surveillance de toutes ses émissions dans les gaz résiduels définis à l'article 3.2.5 à la fréquence mentionnée ci-dessous et en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductives, conformément aux normes en vigueur permettant l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Paramètres	Fréquence minimale de surveillance
Poussières <ul style="list-style-type: none"> cheminée V8 cheminée 6/i cheminée 6/h cheminée 12a/i cheminée 11/i cheminée 6a/i cheminée 8a/i1 cheminée 7a/i cheminée 14/i cheminée 8a/i cheminée 8/i cheminée 13f cheminée 15a/f 	Une fois par an
NOx (traitement thermique des effluents gazeux)	Une fois par an
CO (traitement thermique des effluents gazeux)	Une fois par an

Paramètre : COVT	Fréquence minimale de surveillance	Normes
Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10 kg C/h :	<ul style="list-style-type: none"> En continu + contrôle réglementaire annuel (*) Tous les 3 mois + contrôle réglementaire annuel (*) Tous les 3 mois + contrôle réglementaire annuel (*) 	/
Toute cheminée avec un flux de COVT compris entre 1 et 10 kg C/h : <ul style="list-style-type: none"> cheminée 9a/i cheminée 12a/i cheminée 14/i1 cheminée 11/i cheminée 6a/i cheminée 8a/i1 cheminée 14/b2 	Une fois par an	/

Toute cheminée avec un flux de COVT compris entre 0,3 et 1 kg C/h : <ul style="list-style-type: none"> cheminée 26 cheminée 14/b1 cheminée 10/b cheminée 15/i1 cheminée 7a/i cheminée 8/b cheminée 12/b cheminée 12a/b cheminée 11/b2 cheminée 14/i 	Estimation annuelle sur la base des bilans COV avec une mesure tous les 3 ans pour vérifier la corrélation entre les estimations et les mesures	/
Toute cheminée avec un flux de COVT strictement inférieur à 0,3 kg C/h	Estimation annuelle sur la base des bilans COV	/

(*) si le contrôle en continu ou trimestriel n'est pas réalisé par un laboratoire accrédité ou agréé »»

S'agissant de la surveillance en continu (qui concerne le conduit V8), les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus selon les normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence et dans le tableau ci-dessus sont réputées satisfaire à ces exigences.

Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2. L'absence de dérive de la procédure QAL2 est contrôlée par la procédure AST. L'absence de dérive de l'appareil de mesure est contrôlée par les procédures QAL3. La procédure QAL3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation QAL1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants. »

Article 7 :

L'article 9-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 9.2.2 – Auto surveillance des eaux résiduaires et pluviales

Les contrôles sur les rejets peuvent être réalisés suivant des méthodes simplifiées, sous réserve que des contrôles par des méthodes normalisées soient réalisés simultanément au moins :

- pour les mesures journalières : mensuelles,
- pour les mesures hebdomadaires : trimestrielles.

Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires issues de la station physico-chimique vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Débit	Continu
pH	Continu

Température	Continu
DCO	Journalière
MEST	Journalière
DBO5	Hebdomadaire
HC	Trimestrielle
Zinc	Hebdomadaire
Nickel	Hebdomadaire
Fer	Hebdomadaire
Plomb	Hebdomadaire
Manganèse	Hebdomadaire
Phosphore	Hebdomadaire
Fluor	Hebdomadaire
Chrome	Hebdomadaire
Cadmium	Mensuelle
Cuivre	Mensuelle
nitrites	Hebdomadaire
Azote global	Hebdomadaire
AOX	Mensuelle
Eaux résiduaires issues de la station biologique vers le milieu récepteur : N° 4 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Débit	Continu
pH	Continu
Température	Continu
DCO	Journalière
MEST	Journalière
DBO5	Hebdomadaire
HC	Trimestrielle
Zinc	Hebdomadaire
Nickel	Hebdomadaire
Manganèse	Hebdomadaire
Phosphore	Hebdomadaire
Fluor	Hebdomadaire
Chrome	Hebdomadaire
Azote global	Hebdomadaire
nitrites	Hebdomadaire
AOX	Mensuelle
Xylène	Trimestrielle
Plomb	Trimestrielle

Eaux pluviales (Sortie R7 et sortie R8) (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
pH	Annuelle
T°	Annuelle
DCO	Annuelle
MES	Annuelle
DBO5	Annuelle
HC	Annuelle

Les systèmes de contrôle en continu de pH et de la température de la station physico-chimique (rejet N° 1. Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) déclenchent, sans délai, une alarme visuelle signalant le rejet d'effluents non conformes et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Les rejets d'eaux pluviales font l'objet d'un contrôle annuel à chaque point de rejet final vers le ruisseau du Fond de l'Anneau.

Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 91.2 sont réalisées trimestriellement par un organisme accrédité COFRAC ou agréé par le Ministère en charge de l'Environnement. »

Article 8 :

Le chapitre 8 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0287 du 10 mars 2015 modifié est complété comme suit :

« Article 8.22 – Consommation spécifique d'énergie.

L'exploitant respecte un niveau de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie (moyenne annuelle) fixé à 2 mWh/véhicule revêtu.

Article 8.23 – Consommation spécifique d'eau.

De par son activité de revêtement des véhicules, le niveau de performance environnementale pour la consommation spécifique d'eau (moyenne annuelle) est fixé à 2,5 m³/ véhicule revêtu. »

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SOVAB

et dont une copie sera adressée à :

- Madame la sous-préfète de Val-de-Briey
- Monsieur le maire de Batilly

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

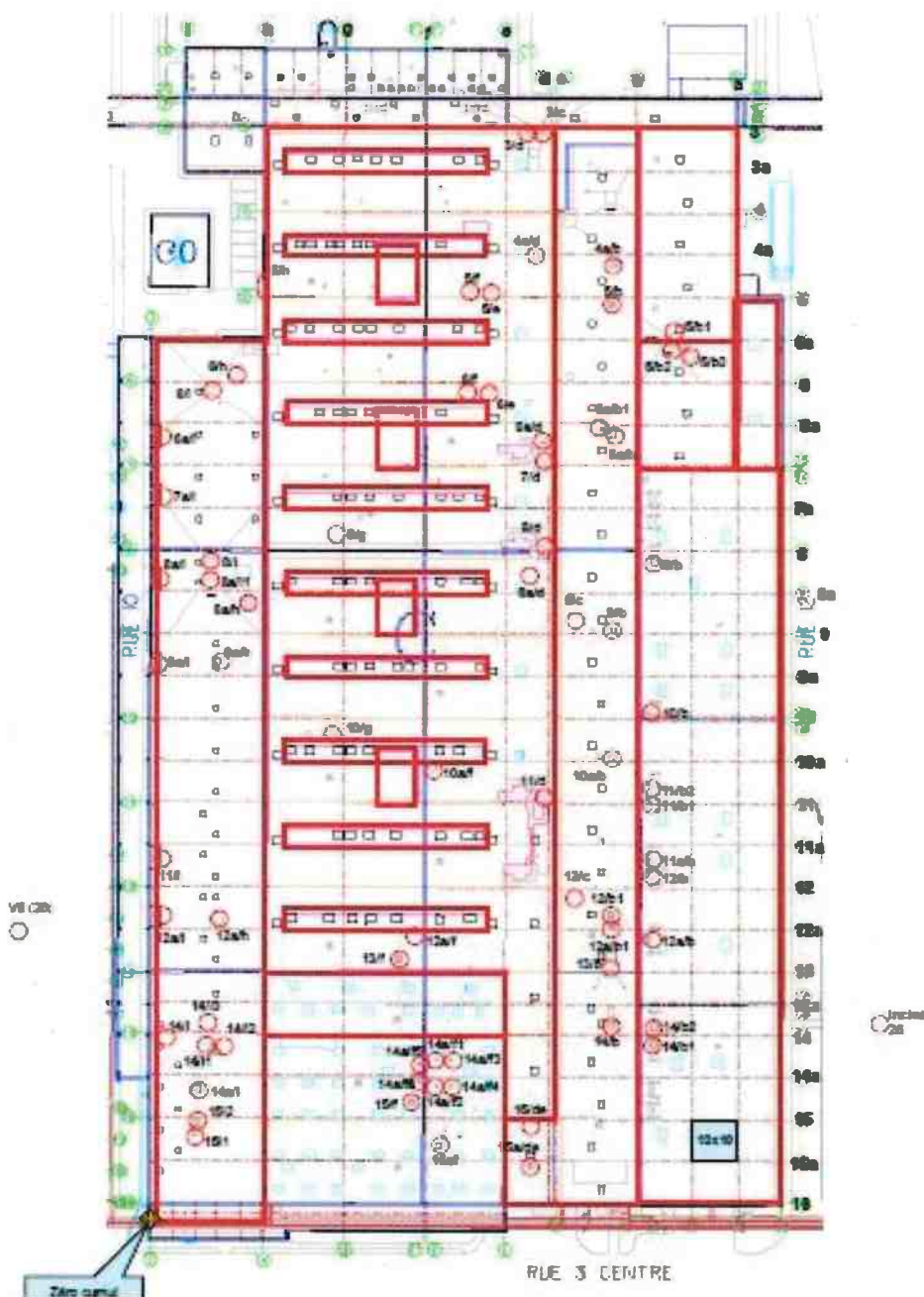
Nancy le **15 JUL. 2025**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN

ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral complémentaire 2025-0175

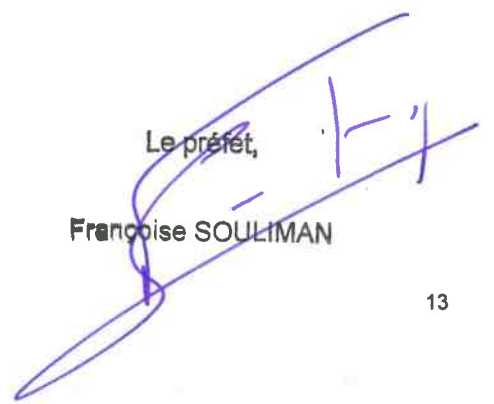
Plan de localisation des émissaires



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY le,

15 JUL. 2025

Le préfet,

Françoise SOULIMAN

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral complémentaire 2025-0175

Liste des cheminées

Bâtiment	Code cheminée	Désignation	Hauteur de cheminée (m)	Débit mesuré * (m³/h)
Bâtiment C	V8	Cabines apprêts et laques 2	25 ,4	423853
	6/i	Application étape 7	20,3	52068
	6/h	Application étape 8	20,3	136969
	9a/i	Application étape 3	20,3	152000
	12a/i	Application étape 1	20,3	95350
	14/i1	Rideau entrée étuve apprêts	21,8	12000
	11/i	Application étape 2	20,3	145200
	6a /i	Application étape 6	20,3	59562
	8a/i1	Sas de tension	20,3	23600
	14/b2	Étuve vers inciné et vide vite	24,8	/
	26	Sortie inciné mastic et laques 2	27	20681
	14/b1	Hotte de sortie	24,8	18126
	10/b	Application de mastic	24,8	22389
	15/i1	Hotte de sortie	21,8	10130
	7a/i	Application étape 5	20,3	147000
	8/b	Entrée étuve mastic	24,8	17931
	12/b	Application mastic 5	24 ,8	16800
	12a/b	Application mastic 6	24,8	19641
	11/b2	Application mastic 2	24,8	19993
	14/i	Egrenage laques 120,3	20,3	28300
	8a/i	Application étape 4	20,3	133000
	9 /b	Rideau de sortie application cata	24,8	13618
	11/b1	Application mastic 3	24,8	11272
	12a/f	Ext. Stock laques 2 hors gamme	14,6	6469
	12a/h	Vide vite apprêts et laques 1	20,8	/
	15/f	Hotte de sortie laque 2	15,6	4850
	8/i	Application étape 9	20,3	69500
	4a/b	Sas entrée étuve cata	24,8	20900
	11a/b	Application mastic 4	24,8	6315
	8a/h	Hotte de sortie étuve apprêts	20,3	7710
	13/b	Rideau de sortie étuve cata	27,3	8682
	10a/f	Sas entrée laques 2	17,6	27700
	6/e	Extraction finition 2	17,6	45678
	8/g	Ligne petites retouches	19	67263
	13f	Cabine d'égrenage	16,6	18938
	9a/h	Sortie inciné apprêts et laques 1	20,8	9641
	15a/f	Hotte de sortie laque 2	15,6	19300
	12ab1	Rideau d'entrée application cata	24,3	8435
	14a/i	Refroidisseur laques	21,8	6270
	10a/b	Vide vite étuve cata 2	24,8	10097
	15ade	Sas de liaison TS cata	25,3	8440
	11/d	Extraction phosphatation	25,6	23656
	7/d	Extraction dégraissage	25,6	19228

	12/b1	Sortie incinérateur étuve cata 2	24,3	9616
	15/de	Rideau de sortie rinçage	17,6	6300
	10/g	Cabine grosses retouches	15,6	15510
	5/h	Cabine unique	26,3	39500
	8/d	Extraction rinçage	25,6	18721
	5/e	Extraction finition 4	17,6	18208
	6/f	Extraction finition 1	17,6	21415
	15/i2	Incinérateur laques 1	21,8	5015
	6a/b	Vide vite étuve cata 1	24,3	3826
	5/b2	Sortie refroidisseur four ATI	9,8	/
	5/b	Sortie incinérateur étuve cata 1	25,3	1443
	14/b	Refroidisseur sortie étuve cata	24,3	900
	6ad	Extraction dégraissage	25,6	8967
	14/i2	Sortie inciné apprêts	21,8	6100
	14a/f5	Sortie étuve si inciné hors service	15,6	/
	14a/f6	Sortie étuve si inciné hors service	15,6	/
	5/b2	Sortie récupérateur incinérateur cata	9,8	/
	6ab1	Brûleur complémentaire inciné cata	26,3	/
	14a/f1	Brûleur n° 1 étuve laque 2	15,6	/
	14a/f2	Brûleur n° 2 étuve laque 2	15,6	/
	14a/f3	Brûleur n° 3 étuve laque 2	15,6	/
	14a/f4	Brûleur n° 4 étuve laque 2	15,6	/
	5/b1	Sortie four ATI	22,8	/
	5/b3	Sortie aération lavage HP	16,6	/
	3/c	Sortie chaudières pour bains TS	25,1	/
	3/d	Sortie chaudières pour bains TS	25,1	/
	9/c	Brûleur complémentaire étuve cata	24,3	/
	12/c	Brûleur complémentaire étuve cata	24,3	/
Bâtiment G	p7/2	Retouches (mise au ton)	11	2100
	p7/1	Retouches (vapeur stock)	11	2100
	QR7	Extraction infrarouge	11	22000
	QR7/3	Zone retouche	11	22000
	QR7/1	Extraction brûleur 1	12	/
	QR7/2	Extraction brûleur 2	12	/
W10	78b	Sortie chaudières	22	/
	79	Sortie chaudières	22	/

* : valeur indicative sur la base des mesures réalisées par l'exploitant

PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le,

15 JUL. 2025

Le préfet,

Françoise SOULIMAN